

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsmatregelen*

Art. 13. De pedagogische gedetacheerden die in dienst zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet zijn betrokken bij de nadere regels die het invoert. Wat betreft de duur van de detachering wordt deze geacht begonnen te zijn bij het begin van hun eerste detachering.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 1 februari 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2011-2012.

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 284-1. — Commissieamendementen, nr. 284-2. — Verslag nr. 284-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 1 februari 2012.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 716

[C - 2012/29035]

8 DECEMBRE 2011. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu le décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale, modifié par les arrêtés du 20 novembre 2003, 10 juin 2004, 16 décembre 2005, 24 novembre 2006, 19 octobre 2007, 12 septembre 2008 et 14 mai 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 octobre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 décembre 2011;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 novembre 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission consultative de l'aide aux détenus, donné le 21 juin 2011;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'aide aux détenus dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale, remplacé par l'arrêté du 14 mai 2009, il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Lorsque plusieurs services d'aide sociale aux détenus sont agréés dans un même arrondissement judiciaire et travaillent dans un même établissement pénitentiaire, une convention de collaboration est passée entre les services d'aide sociale aux détenus concernés, précisant notamment la capacité en nombre de détenus pris en charge par chacun des services d'aide sociale aux détenus. Cette convention est soumise à l'approbation du Ministre, lors de chaque demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément. »

Art. 2. Dans le même arrêté, est inséré un chapitre III/2, contenant l'article 16/3, rédigé comme suit :

« Chapitre III/2 – Des modalités d'intervention du service dans le cadre de la mission visée à l'article 3, § 1^{er}, 10^o, du décret ».

« Article 16/3. § 1^{er} - Le service qui exerce la mission visée à l'article 3, § 1^{er}, 10^o, du décret :

1^o assure au sein de l'établissement pénitentiaire la coordination de l'ensemble de l'aide externe, notamment par les éléments suivants :

- a) l'information et la promotion de l'offre d'aide psychosociale externe auprès des détenus;
- b) l'information et la promotion de l'offre de services externes, de manière globale;
- c) l'information et la promotion de toutes les formations et activités;

d) l'organisation, la gestion, la coordination et le suivi des activités externes;
 e) la mise en œuvre de toute action qui vise à rendre l'offre extérieure cohérente et complémentaire en vue de la réinsertion des détenus;

2° est l'interlocuteur de la direction de l'établissement pénitentiaire concerné :

a) en vue d'une collaboration optimale, pour une répartition équitable des tâches et missions respectives du personnel fédéral, du personnel du Service d'aide aux détenus et des personnes externes, dans le respect des compétences respectives de l'Etat fédéral et de la Communauté française;

b) en vue d'assurer l'interface requise pour que puissent s'organiser et se perpétuer les procédures d'échange, de concertation et d'informations communes utiles à la collaboration entre le personnel fédéral et le personnel du Service d'aide aux détenus et les personnes externes.

§ 2 - Si plusieurs services travaillent au sein d'un même établissement pénitentiaire, la coordination est assurée par le Service d'aide aux détenus du même arrondissement que celui de l'établissement pénitentiaire concerné.

Lorsque plusieurs services travaillent dans le même arrondissement, la coordination est assurée par le service qui assume le plus de détenus selon les modalités prévues dans les conventions de collaboration mentionnées à l'article 16, § 2/1.

Pour l'ensemble des établissements pénitentiaires qui se situent sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, la coordination est assurée, en collaboration avec les coordinateurs des autres entités fédérées compétentes à Bruxelles, par une personne représentant les services d'aide aux détenus de la Communauté française.

§ 3 - En dérogation à l'article 16, § 1^{er}, § 2 et § 2/1, pour l'exercice de la mission de coordination, les catégories dont relèvent les services d'aide sociale aux détenus sont fixés sur la base de la capacité théorique de l'établissement pénitentiaire dans lesquels ils exercent effectivement cette mission. »

Art. 3. L'article 20 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 14 mai 2009, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour les services d'aide sociale aux détenus qui exercent des missions visées à l'article 3, § 1^{er}, 9°, et § 2, 7°, du décret et qui fonctionnent dans un établissement sans l'intervention du service-lien, les subventions visées aux articles 18 et 19 sont majorées des montants suivants indexables :

- 1° pour un service en catégorie A : 6.745 euros;
- 2° pour un service en catégorie B : 10.624 euros;
- 3° pour un service en catégorie C : 12.015 euros;
- 4° pour un service en catégorie D : 15.177 euros;
- 5° pour un service en catégorie E : 18.550 euros.

Pour les services d'aide sociale aux détenus qui exercent des missions visées à l'article 3, § 1^{er}, 9° et § 2, 7°, du décret et qui fonctionnent dans un établissement avec l'intervention du service-lien, les subventions visées aux articles 18 et 19 sont majorées des montants suivants indexables :

- 1° pour un service en catégorie A : 4.316 euros;
- 2° pour un service en catégorie B : 6.473 euros;
- 3° pour un service en catégorie C : 8.631 euros;
- 4° pour un service en catégorie D : 10.789 euros;
- 5° pour un service en catégorie E : 12.947 euros.

Si plusieurs services travaillent au sein d'un même établissement, le service qui, en fonction de la convention de collaboration visée à l'article 16, § 2 et § 2/1 prend en charge le moins de détenus, reçoit 40 % du montant de la catégorie à laquelle il appartient, conformément à l'alinéa 1^{er}. L'autre service reçoit le montant prévu à l'alinéa 2.

Sont admissibles pour la justification des montants visés aux alinéas 1^{er} à 3, les frais de personnel tels que visés à l'article 18, § 5, et les frais de fonctionnement tels que visés à l'article 19, § 2.

§ 2. Pour les services d'aide sociale aux détenus exerçant des missions visées à l'article 3, § 1^{er}, 10°, du décret, les subventions visées aux articles 18 et 19 sont majorées des montants suivants indexables :

- 1° pour un service en catégorie A : 8.432 euros;
- 2° pour un service en catégorie B : 12.647 euros;
- 3° pour un service en catégorie C : 18.971 euros;
- 4° pour un service en catégorie D : 31.197 euros;
- 5° pour un service en catégorie E : 37.942 euros.

Bénéficie des subventions visées à l'alinéa 1^{er}, le service d'aide aux détenus qui, conformément aux règles prévues à l'article 16/3, § 2 assure la mission de coordination.

Les services qui, d'après ces règles, n'exercent pas la mission de coordination, reçoivent pour participer aux réunions de coordination les subventions visées aux articles 18 et 19, majorées des montants suivants indexables :

- 1° pour un service en catégorie A : 843 euros;
- 2° pour un service en catégorie B : 1.264 euros;
- 3° pour un service en catégorie C : 1.897 euros;
- 4° pour un service en catégorie D : 6.551 euros;
- 5° pour un service en catégorie E : 7.967 euros.

Sont admissibles pour la justification des montants visés aux alinéas 1^{er} et 2, les frais de personnel tels que visés à l'article 18, § 5, et les frais de fonctionnement tels que visés à l'article 19, § 2.

§ 3. Lorsque le montant d'une subvention octroyée à un service en application des §§ 1^{er} et 2 est inférieur au montant de la subvention que ce service a reçu en 2010 pour les missions lien et de coordination dans le cadre du décret du 19 juillet 2001, le Ministre octroie un complément de subvention à ce service qui correspond à la différence entre la subvention 2010 indexée et la subvention prévue dans les §§ 1^{er} et 2.

Dans le cas où un service change de catégorie, la disposition prévue dans le précédent alinéa ne s'applique plus ».

Art. 4. Dans l'article 33 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : « Pour l'année 2011, pour l'exercice des missions de coordination et de la mission-lien, le paiement d'une subvention égale à quatre douzièmes sera effectué et ce dès l'entrée en vigueur de l'arrêté ».

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2011.

Art. 6. Le Ministre qui a l'aide sociale aux détenus dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 décembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 716

[C – 2012/29035]

8 DECEMBER 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie, gewijzigd bij de besluiten van 20 november 2003, 10 juni 2004, 16 december 2005, 24 november 2006, 19 oktober 2007, 12 september 2008 en 14 mei 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 oktober 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 8 december 2011;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 november 2011 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor hulpverlening aan gedetineerden, gegeven op 21 juni 2011;

Op de voordracht van de Minister belast met de gedetineerden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 16 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie, vervangen bij het besluit van 14 mei 2009, wordt een paragraaf 2/1, luidend als volgt, ingelast:

« § 2/1. Wanneer meerdere diensten voor sociale hulpverlening aan gedetineerden erkend zijn in eenzelfde gerechtelijk arrondissement en in eenzelfde strafinrichting werken, wordt een overeenkomst gesloten tussen de betrokken diensten voor hulpverlening aan gedetineerden, waarin inzonderheid vermeld wordt het vermogen inzake ten laste genomen gedetineerden door iedere dienst voor hulpverlening aan gedetineerden. Deze overeenkomst wordt ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd, bij elke aanvraag of vernieuwing van de erkenning. ».

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk III/2, waarin artikel 16/3, luidend als volgt, inbegrepen is, ingevoegd:

« Artikel 16/3. § 1 – De dienst die de opdracht bepaald bij artikel 3, § 1, 10^o, van het decreet, uitoefent :

1^o zorgt binnen de strafinrichting voor de coördinatie van het geheel van de externe hulpverlening, inzonderheid door de volgende elementen:

a) de informatie en de promotie van het aanbod aan externe psychosociale hulp bij de gedetineerden;

b) de informatie en de promotie van het aanbod aan externe diensten, globaal;

c) de informatie en de promotie van alle opleidingen en activiteiten;

d) de organisatie, het beheer, de coördinatie en de follow-up van de externe activiteiten;

e) het uitwerken van elke activiteit die tot doel heeft het externe aanbod coherent en complementair te maken met als doel de reïntegratie van gedetineerden;

2^o zorgt voor de communicatie met de directie van de betrokken strafinrichting :

a) met als doel een optimale samenwerking, voor een billijke verdeling van de respectieve opdrachten en taken van het federale personeel, het personeel van de Dienst voor hulpverlening aan gedetineerden en de externe personen, met inachtneming van de respectieve bevoegdheden van de Federale Staat en van de Franse Gemeenschap;

b) met als doel de nodige interface in te richten zodat de procedures van uitwisseling, overleg en gedeelde informatie-uitwisseling die nodig zijn voor de samenwerking tussen het federale personeel en het personeel van de Dienst voor hulpverlening aan gedetineerden en de externe personen vlot zouden verlopen en voortgezet worden.

§ 2 - Indien meerdere diensten binnen eenzelfde strafinrichting werken, wordt voor de coördinatie door de Dienst voor hulpverlening aan gedetineerden van hetzelfde arrondissement als dat van de betrokken strafinrichting gezorgd.

Wanneer meerdere diensten in hetzelfde arrondissement werken, wordt voor de coördinatie gezorgd door de dienst die voor het grootste aantal gedetineerden instaat volgens de nadere regels bedoeld bij de samenwerkingsovereenkomsten bedoeld bij artikel 16, § 2/1.

Voor het geheel van de strafinrichtingen die zich op het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad bevinden, wordt voor de coördinatie gezorgd, in samenwerking met de coördinatoren van de andere deelstaten bevoegd in Brussel, door een persoon die de diensten voor hulpverlening aan gedetineerden van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigt.

§ 3 - In afwijking van artikel 16, § 1, § 2 en § 2/1 worden, voor de uitoefening van de coördinatieopdracht, de categorieën waaronder de diensten voor hulpverlening aan de gedetineerden ressorteren, bepaald op basis van het theoretische vermogen van de strafinrichting waarin ze hun opdracht effectief uitoefenen. ».

Art. 3. Artikel 20 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 14 mei 2009, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. Voor de diensten voor sociale hulpverlening aan gedetineerden die de opdrachten bedoeld bij artikel 3, § 1, 9° en § 2, 7° van het decreet en die in een inrichting werken zonder de tussenkomst van de contactdienst, worden de subsidies bedoeld bij de artikelen 18 en 19 vermeerderd met de volgende indexeerbare bedragen :

- 1° voor een dienst in categorie A : 6.745 euro;
- 2° voor een dienst in categorie B : 10.624 euro;
- 3° voor een dienst in categorie C : 12.015 euro;
- 4° voor een dienst in categorie D : 15.177 euro;
- 5° voor een dienst in categorie E : 18.550 euro.

Voor de diensten voor sociale hulpverlening aan gedetineerden die de opdrachten bedoeld bij artikel 3, § 1, 9°, en § 2, 7°, van het decreet en die in een inrichting werken met de tussenkomst van de contactdienst, worden de subsidies bedoeld bij de artikelen 18 en 19 vermeerderd met de volgende indexeerbare bedragen :

- 1° voor een dienst in categorie A : 4.316 euro;
- 2° voor een dienst in categorie B : 6.473 euro;
- 3° voor een dienst in categorie C : 8.631 euro;
- 4° voor een dienst in categorie D : 10.789 euro;
- 5° voor een dienst in categorie E : 12.947 euro.

Indien meerdere diensten binnen eenzelfde inrichting werken, krijgt de dienst die, in functie van de samenwerkingsovereenkomst bedoeld bij artikel 16, § 2 en § 2/1, de last heeft van het kleinste deel gedetineerden 40 % van het bedrag van de categorie waarvoor hij erkend is, overeenkomstig het eerste lid. De andere dienst krijgt het bedrag bepaald bij het tweede lid.

Komen in aanmerking voor de verantwoording van de bedragen bedoeld bij de leden één tot drie, de personeelskosten zoals bedoeld bij artikel 18, § 5, en de werkingskosten zoals bedoeld bij artikel 19, § 2.

§ 2. Voor de diensten voor sociale hulpverlening aan gedetineerden die de opdrachten bedoeld bij artikel 3, § 1, 10°, van het decreet, worden de subsidies bedoeld bij de artikelen 18 en 19 vermeerderd met de volgende indexeerbare bedragen :

- 1° voor een dienst in categorie A : 8.432 euro;
- 2° voor een dienst in categorie B : 12.647 euro;
- 3° voor een dienst in categorie C : 18.971 euro;
- 4° voor een dienst in categorie D : 31.197 euro;
- 5° voor een dienst in categorie E : 37.942 euro.

Geniet de subsidies bedoeld bij het eerste lid de dienst voor sociale hulpverlening aan gedetineerden die, overeenkomstig de regels bepaald bij artikel 16/3, § 2, voor de coördinatieopdracht zorgt.

De diensten die, volgens deze regels, niet de coördinatieopdracht uitoefenen, krijgen om aan de coördinatievergaderingen deel te nemen de subsidies bedoeld bij de artikelen 18 en 19, vermeerderd met de volgende indexeerbare bedragen :

- 1° voor een dienst in categorie A : 843 euro;
- 2° voor een dienst in categorie B : 1.264 euro;
- 3° voor een dienst in categorie C : 1.897 euro;
- 4° voor een dienst in categorie D : 6.551 euro;
- 5° voor een dienst in categorie E : 7.967 euro.

Komen in aanmerking voor de verantwoording van de bedragen bedoeld bij de leden één en twee, de personeelskosten zoals bedoeld bij artikel 18, § 5, en de werkingskosten zoals bedoeld bij artikel 19, § 2.

§ 3. Indien het bedrag van een subsidie toegekend aan een dienst met toepassing van de paragrafen één en twee lager is dan het bedrag van de subsidie verkregen in 2010 voor de contact- en coördinatieopdrachten in het kader van het decreet van 19 juli 2001, kent de Minister een aanvullend subsidiebedrag toe dat overeenstemt met het verschil tussen de geïndexeerde subsidie voor 2010 en de subsidie bepaald bij de paragrafen één en twee.

Ingeval een dienst van categorie verandert, is de bepaling bedoeld bij het vorige lid niet meer van toepassing ».

Art. 4. In artikel 33 van hetzelfde besluit wordt een lid, luidend als volgt, ingelast tussen de leden één en twee : « Voor het jaar 2011, voor de uitoefening van de coördinatieopdrachten en de contactopdracht, zal de uitbetaling van een subsidie gelijk aan vier twaalfde geschieden en dit vanaf de inwerkingtreding van het besluit ».

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2011.

Art. 6. De Minister bevoegd voor de sociale hulpverlening aan gedetineerden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 december 2011.

De Minister-president,
R. DEMOTTE
De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 717

[C - 2012/29057]

15 DECEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission interzonale d'affectation et du règlement d'ordre intérieur commun aux Commissions zonales d'affectation de l'enseignement de plein exercice

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'Etat, telle que modifiée;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces établissements, tel que modifié, notamment l'article 14^{ter};

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission interzonale d'affectation de l'enseignement de plein exercice est approuvé.

Art. 2. Le règlement d'ordre intérieur commun aux Commissions zonales d'affectation de l'enseignement de plein exercice est approuvé.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 novembre 2002 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission interzonale d'affectation et du règlement d'ordre intérieur commun aux Commissions zonales d'affectation est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 15 décembre 2011.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT
La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DE LA COMMISSION INTERZONALE

1. SIEGE DE LA COMMISSION

Le siège administratif de la Commission interzonale d'affectation est établi dans les locaux de l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement, situé actuellement au boulevard Léopold II 44, à 1080 Bruxelles.

2. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

2.1. Le président désigne, parmi les membres effectifs choisis par le Ministre, un vice-président appelé à le remplacer, en cas d'empêchement.
En cas d'absence du président, le membre effectif appelé à le remplacer est lui-même remplacé par son suppléant.

2.2. Le président transmet les convocations sept jours ouvrables au moins avant la date fixée pour la réunion.

Toutefois, en cas de nécessité ou si l'urgence le requiert, la date de la réunion suivante peut être fixée en séance.

Les convocations contiennent l'ordre du jour.

2.3. Les documents nécessaires à la préparation des réunions visées à l'article 14^{ter}, § 3, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut, seront mis à la disposition de la Commission, pour consultation, au moins 3 jours ouvrables avant la réunion et envoyés par courriel.

Il s'agit entre autres de :

- La liste des emplois vacants mise à jour jusqu'au 1^{er} mars par l'Administration et ensuite expurgée par ladite Administration;
- la liste des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi;
- les demandes individuelles de réaffectation;
- la liste des membres du personnel qui ont introduit une demande de changement d'affectation dans une autre zone;
- la liste des membres du personnel qui ont introduit une demande d'extension de nomination définitive;